

**Avis n° 04-593**  
**de l'Autorité de régulation des télécommunications**  
**en date du 13 juillet 2004**  
**sur la décision tarifaire n°2004064 de France Télécom**  
**relative à la commercialisation de la vente en nombre de Forfaits Pro/PME**

L'Autorité de régulation des télécommunications,

Vu l'article 133 de la loi n° 2004-669 du 9 juillet 2004 relative aux communications électroniques et aux services de communication audiovisuelle ;

Vu l'article 17 du cahier des charges de France Télécom approuvé par le décret n° 96-1225 du 27 décembre 1996 ;

Vu la demande d'avis de France Télécom, reçue le 14 mai 2004 ;

Vu les éléments d'informations complémentaires fournis par France Télécom le 18 juin 2004 ;

Après en avoir délibéré le 13 juillet 2004 ;

### **1. L'objet de la décision tarifaire**

La présente décision tarifaire a pour objet l'attribution de minutes gratuites dans le cadre de la vente en nombre de Forfaits Pro/PME au client nouveau titulaire d'un Forfait Pro/PME<sup>1</sup>, moyennant l'engagement d'achat d'au moins 100 Forfaits Pro/PME, via un contrat cadre.

Le contrat cadre est signé pour une durée d'un an.

Les volumes de minutes ou heures gratuites sont calculées sur la base du forfait détenu, elles sont attribuées tous les mois, dès la souscription de l'offre et ce pour une durée d'un an. Le temps supplémentaire ainsi obtenu est à consommer par l'entreprise cliente au sein de la période de facturation.

Cette offre est réservée aux clients professionnels et aux entreprises.<sup>2</sup>

La tarification de la vente en nombre de Forfaits Pro/PME est la suivante :

Le prix des forfaits Pro/PME reste inchangé.

---

<sup>1</sup> Forfait Local, Forfait France, Forfait Antilles, Forfait Guyane, Forfait France et Mobiles et/ou Forfait vers Mobiles.

<sup>2</sup> Abonnés au Contrat Professionnel, Contrat Pro Services, Contrat Professionnel Présence et/ou à un ensemble d'accès Numéris en Contrat Professionnel Numéris.

	Heures par mois	Tarif hors taxes par mois	Temps supplémentaire offert par mois
Forfait Local Pro/PME (gamme de 13 forfaits)	De 2 heures à 165 heures	De 3,9 € à 298 €	De 30 minutes à 13 heures de communications locales
Forfait France Pro/PME Forfait Antilles Pro/PME Forfait Guyane Pro/PME (gamme de 13 forfaits)	De 3 heures à 230 heures	De 8 € à 450 €	De 1 heure à 15 heures de communications locales, de voisinage et nationales
Forfait France Pro/PME et Mobiles (gamme de 14 forfaits)	De 25 heures à 400 heures (dont 3 heures à 48 heures de communications vers les mobiles)	De 89 € à 1309 €	De 3 heures à 25 heures de communications locales, de voisinage et nationales
Forfait Pro/PME vers Mobiles (gamme de 12 forfaits)	De 20 minutes à 720 minutes	De 4,9 € à 154,50 €	De 0 minute à 45 minutes de communications fixe vers mobiles métropolitains

## 2. L'analyse de l'Autorité

### *Sur le contexte*

L'Autorité rappelle qu'elle s'était prononcée défavorablement<sup>3</sup> en 2003 sur l'offre de France Télécom nommée « Bonus temps » sur les forfaits Pro/PME, compte tenu du fait qu'elle générait un effet de ciseau tarifaire pour les différents taux de temps de communication supplémentaire qu'elle permettait d'obtenir gratuitement (de 5% à 15%), en fonction de l'ancienneté de souscription au contrat.

L'Autorité note que France Télécom a déposé le 9 juillet des demandes d'avis sur des baisses de tarifs pour l'ensemble des clients des offres « Forfait Local Pro/PME » et « Forfait France Pro/PME »<sup>4</sup>.

### *Sur le marché concerné*

Au vu du nombre de forfaits à souscrire pour bénéficier de cette offre, celle-ci est ciblée sur le marché des entreprises. France Télécom prévoit que le nombre de clients « Entreprises » à l'ensemble des offres Forfait Pro/PME sera de près de deux cent mille à la fin de 2005, et qu'environ 10% de ces clients souscriraient à l'offre de vente en nombre.

### *Sur les niveaux tarifaires des offres Forfait Pro/PME*

Les comptes d'exploitation prévisionnels présentés par France Télécom pour les années 2004, 2005 et 2006 présentent un résultat d'exploitation positif pour chacun des forfaits des gammes susvisées.

L'Autorité s'est attachée à vérifier que France Télécom ne propose pas, par le biais de cette modalité, une offre tarifaire susceptible *a priori* d'entraver l'exercice d'une concurrence effective ou de limiter les possibilités d'entrée sur le marché.

<sup>3</sup> Avis n° 03-633 en date du 15 mai 2003

<sup>4</sup> Avis n° 04-630 en date du 13 juillet 2004

L'Autorité considère que la commercialisation de la vente en nombre de Forfaits Pro/PME se traduit *in fine* par une baisse de prix des communications passées dans le cadre des forfaits auxquels elle s'applique, le prix à la minute étant réduit par la prolongation de la durée des appels proposés pour un tarif donné.

Aussi, a-t-elle vérifié dans quelle mesure les niveaux tarifaires atteints par l'application du « temps de communications supplémentaire offert » sont *a priori* compatibles avec les coûts ainsi modifiés que supporterait un opérateur alternatif, jugé efficace, qui souhaiterait commercialiser des offres comparables en ayant recours aux services d'interconnexion de France Télécom.

L'Autorité note que les temps de communications supplémentaires découlant de cette offre s'échelonne de :

- 8% à 25% pour les Forfaits Local Pro/PME ;
- 7% à 33% pour les Forfaits France Pro/PME ;
- 0% à 10% pour les Forfaits Pro/PME vers Mobiles.

La recette moyenne liée aux communications comprises dans l'assiette des forfaits dépend notamment du taux de consommation moyen de chacun des forfaits proposés. L'Autorité a retenu l'hypothèse d'un taux de consommation de 90%.

Elle constate, au terme de son analyse, que les niveaux tarifaires auxquels conduirait cette offre sur chacun des forfaits de l'offre Forfait Pro/PME sont susceptibles *a priori* de générer un effet de ciseau tarifaire vis à vis d'opérateurs tiers, à l'exception des forfaits de la gamme « Forfaits Pro/PME vers Mobiles ».

Les baisses de tarifs prévues dans les décisions tarifaires en cours sur les offres « Forfait Local Pro/PME » et « Forfait France Pro/PME » aggraveraient ces effets.

Par ailleurs, les remises accordées dans le cadre de la vente en nombre des Forfaits Pro/PME vers Mobiles ne sont pas jugées excessivement discriminatoires, au regard de leur taux.

### 3. Conclusion

Au vu des observations précédentes, l'Autorité émet donc un avis défavorable sur la commercialisation de l'offre vente en nombre de Forfaits Pro/PME, telle que prévue à la décision tarifaire n°2004064 de France Télécom. Dans l'éventualité où France Télécom souhaiterait commercialiser cette offre pour les seuls forfaits de la gamme « Forfaits Pro/PME vers Mobiles », elle se prononce favorablement sur la vente en nombre.

Le présent avis sera transmis d'une part au ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et au ministre délégué à l'industrie, et d'autre part transmis pour information à France Télécom. Il sera mentionné au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 13 juillet 2004

Le Président

Paul Champsaur